

A propos du projet de programme de SES en seconde

Alain Beitone
25 janvier 2010

I. Des conditions d'élaboration problématiques

Le programme proposé a été élaboré en trop peu de temps, par un groupe compétent mais trop restreint. Les membres du groupe ont travaillé dans le contexte d'une réforme avec laquelle ils ne sont pas nécessairement d'accord et avec la volonté de proposer aux élèves une première initiation à la science économique et à la sociologie. Il est très important de constituer, pour élaborer le programme du cycle terminal, un groupe plus étoffé, disposant de plus de temps pour travailler (période plus longue permettant le travail collectif, réunions plus nombreuses).

S'agissant du programme de seconde, il doit faire l'objet d'un document d'accompagnement afin d'aider les professeurs dans sa mise en œuvre.

Un dispositif de formation doit être mis en place qui ne se limite pas à quelques heures d'information par les IPR, mais qui donne lieu à un travail collectif de production d'outils pédagogiques par les enseignants eux-mêmes avec l'appui d'enseignants-chercheurs.

II. Un programme trop lourd et qui risque d'être déséquilibré

12 questions, dans le cadre d'un enseignement de 1h30 hebdomadaire, c'est impossible. Nous savons en effet qu'il faut du temps pour mettre les élèves au travail (surtout en seconde), que nous devons tenir compte de quelques séances perdues dans l'année en fonction des grèves, des intempéries, des devoirs communs dans certains établissements, etc. 12 questions, c'est hors de portée si l'on veut conduire les élèves à s'approprier quelques connaissances.

La solution proposée (traiter obligatoirement les 10 premières questions) n'est pas satisfaisante. 10 questions, c'est encore trop lourd si on veut mettre les élèves en activité, prévoir le recours à l'outil informatique, faire des exercices méthodologiques, etc. De plus, la formulation qui figure dans le projet revient à éliminer deux questions de sociologie et donc à remettre en cause l'équilibre entre les deux disciplines.

Il me semble nécessaire de prévoir 8 questions obligatoires dont 2 au minimum dans chacune des 4 parties du programme. Cette solution rend le programme abordable, elle évite le déséquilibre entre science économique et sociologie, elle permet aux professeurs de varier les contenus d'enseignement en fonction des classes.

S'il est nécessaire d'adapter le programme au volume horaire, il faut aussi reprendre la réflexion sur le volume horaire lui-même. Dans le cadre de la réforme telle qu'elle a été adoptée, il n'existe pas beaucoup de marges de manœuvre. **Cependant, il est possible à moindre coût et sans modifier l'horaire élève, d'améliorer un peu la situation en dédoublant 30 min.** Chaque professeur assurerait donc 2 heures par division, une heure en classe entière et une heure classe dédoublée (un groupe tous les 15 jours). Le coût ne serait donc que de 30mn prof sur le volume total de 10h30 par division affecté aux établissements. Une autre solution consisterait à plafonner les groupes d'enseignement d'exploration à 24 élèves.

III. Un programme problématisé

Le grand avantage du programme proposé est qu'il est construit à partir de questions. Il ne s'agit pas d'une liste de thèmes ou d'un exposé linéaire de mécanismes ou de connaissances factuelles. Mais bien d'une série de problèmes. Or, comme on sait, toute connaissance est une réponse à une question.

Quoi qu'on ait pu en dire ici ou là, il s'agit de vraies questions qui, moyennant un travail didactique des professeurs, peuvent être l'occasion d'une dynamique de formation très stimulante. Par exemple, la question de savoir comment les prix et les revenus influencent les choix du consommateur est une vraie question qui peut donner lieu à l'étude d'exemples très motivants pour les élèves : la question de la hausse du pouvoir d'achat et des transformations de la structure de la consommation, la baisse des prix relatifs de certains biens et la hausse de leurs consommations, le prix du carburant et le recours à l'automobile (et au moteur diesel). Il peut aussi être très intéressant de montrer qu'il existe des dépenses contraintes dont l'élasticité prix est faible et à l'inverse des consommations très sensibles au niveau des prix (on peut l'illustrer par le rôle du low cost). De même la question « qui produit quoi ? » permet de soulever la très importante question du partage entre production marchande et production non marchande et la question de la nature de l'entreprise. Bien évidemment, la question des limites du marché et de la pollution peut être à la fois motivante pour les élèves et très formatrice. Le débat sur le diplôme et l'emploi ou le débat sur l'explication des différences de pratiques culturelles sont eux aussi des points de départ possibles d'activités très mobilisatrices.

IV. Un programme qui permet d'introduire les élèves à l'étude de la science économique et de la sociologie

Par rapport au programme antérieur, le grand avantage du programme proposé est qu'il permet d'initier les élèves au raisonnement économique et au raisonnement sociologique.

Commençons par la sociologie. Jusqu'ici, les programmes de seconde évoquaient les questions « sociales » et non explicitement la sociologie. Pour la première fois, la question posée est explicitement sociologique : « Comment devenons-nous des acteurs sociaux ? ». Quand aux autres questions elles se prêtent bien à une analyse sociologique rigoureuse : « la consommation : un marqueur social ? », « Comment expliquer les différences de pratiques culturelles ? »¹. A travers ces thèmes (et des illustrations empiriques diverses) on peut initier les élèves au type particulier de regard que le sociologue porte sur le monde social.

Réciproquement, à partir, des items économiques, on peut initier les élèves à des éléments de base du raisonnement économique, le marché, l'offre, la demande, les coûts de production², le taux d'intérêt.

¹ On pense bien sûr ici aux travaux de B. Lahire, de Ph. Coulangeon, de D. Pasquier, de L. Fleury, de J.L. Fabiani, d'O. Donnat, de P. Bourdieu, de C. Grigon, de R. Peterson, de J.C. Passeron, etc. Il ne s'agit certes pas de traiter ces auteurs en tant que tels avec les élèves, mais leur travaux offrent de nombreux exemples, des données statistiques, des extraits d'entretiens, susceptibles d'intéresser prodigieusement les élèves.

² Sur tous ces points on peut se reporter à l'excellent article d'Arnaud Parienty dans Alternatives économiques, n° 286, décembre 2009. L'auteur écrit notamment que le marché « oriente les comportements de manière

Certains expliquent que cet aspect du programme est trop complexe. Mais l'élasticité par exemple peut être présentée par des exercices très simples, de même que la productivité ou le coût marginal. Croit-on que les « élèves de 15 ans » qui gèrent leur argent de poche, souvent leur budget vêtements et plus souvent encore leur abonnement téléphonique, sont insensibles au raisonnement à la marge (« faut-il payer un forfait téléphonique 5 euros de plus pour avoir le droit d'envoyer 100 textos de plus ? »). Les manuels américains (ceux de Stiglitz et de Krugman notamment) montrent que l'on peut initier aux raisonnements économiques, sans aucune formalisation, à partir de présentations graphiques simples et de nombreux exemples concrets.

Bien sûr, il est possible que certains contestent le principe même de la formation au raisonnement économique. Mais une telle position ne peut pas être soutenue de façon crédible devant les économistes ou devant le grand public, alors même qu'il existe une forte demande sociale de meilleure compréhension de l'information économique. Les professeurs de SES se discréditeraient en prenant une position de principe contre la formation à ces concepts élémentaires de l'analyse économique (on peut d'ailleurs regretter que le concept de coût d'opportunité ne figure pas dans le programme).

V. Un programme qui permet d'éclairer des enjeux de société

Ce programme permet aussi d'établir un lien fécond entre des débats scientifiques et des débats de société : inégalités dans l'accès à la culture, relation entre école et emploi, lutte contre la pollution, consommation comme produit et manifestation des appartenances sociales, place du marché³ dans la régulation de l'activité économique, etc. Toutes ces questions peuvent être illustrées par de nombreux éléments tirés de l'actualité et par des exercices très simples.

VI. Un programme qui peut évoluer

Une consultation des professeurs est prévue. A cette occasion des évolutions sont possibles à condition de ne pas surcharger un programme déjà trop lourd. Par exemple, l'introduction d'un thème plus macroéconomique serait sans doute nécessaire (au prix de la suppression de l'un des thèmes de microéconomie).

Conclusion : Dénoncer le principe même de ce programme parce qu'il initie au raisonnement économique et au raisonnement sociologique ne me semble pas acceptable. Bien au contraire, c'est une avancée de ce programme. Considérer que toute initiation au raisonnement économique est idéologiquement biaisée, ne me semble pas non plus acceptable. Considérer qu'il est hors de portée

performante et coordonne l'action de millions d'agents grâce aux prix ». En quoi serait-il scandaleux et idéologiquement orienté à droite, d'apprendre aux élèves ce que l'on peut lire dans Alternatives économiques ? Certes, il existe des défaillances du marché, mais le programme le prend en compte à partir de l'exemple de la pollution. De plus le marché n'est pas le seul mode de coordination, mais le programme le prend en compte en demandant d'étudier le rôle de l'organisation comme mode de coordination.

³ Présenter les bases du fonctionnement du marché, ce n'est pas faire l'apologie du marché. C'est une étape indispensable pour comprendre les défaillances du marché (par exemple pourquoi y a-t-il chaque été des surproductions de produits agricoles détruits par les agriculteurs, alors que les prix se fixent en principe librement).

d'un élève de seconde d'assimiler une variation relative ou un rapport de variation, ne me semble pas défendable, sauf à se rallier au « lycée light » que les professeurs ont massivement combattu il y a quelques années.

Ce programme n'est pas parfait, il s'inscrit dans un cadre trop restrictif pour les SES et donc pour la formation des élèves aux sciences sociales. Mais le rejeter en bloc (au profit de quel autre programme ? rédigé par qui ? dans quel délai ?) serait une erreur. Il faut s'en emparer, produire des outils pédagogique mobilisateurs pour les élèves, réclamer un dispositif de formation pour accompagner sa mise en place.